

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XV^e Législature

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2016-2017

Séance(s) du mardi 18 juillet 2017

Articles, amendements et annexes



SOMMAIRE

13^e séance

RÈGLEMENT DU BUDGET ET APPROBATION DES COMPTES ANNÉE 2016	3
---	---

14^e séance

RATIFICATION ORDONNANCES ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET INFORMATION DU PUBLIC	32
--	----

13^e séance

RÈGLEMENT DU BUDGET ET APPROBATION DES COMPTES ANNÉE 2016

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016

Texte du projet de loi - n° 5

Article liminaire

- ① Le solde structurel et le solde effectif de l'ensemble des administrations publiques résultant de l'exécution de l'année 2016 s'établissent comme suit :

② (en points de produit intérieur brut - PIB)						
	Exécution 2016		Loi de finances initiale 2016		Loi de programmation des finances publiques 2014-2019	
			Soldes prévus	Écart	Soldes prévus	Écart
	(*)	(**)	(*)	(*)	(**)	(**)
<i>Solde structurel (1)</i>	- 1,6	- 1,7	- 1,2	- 0,4	- 1,8	0,0
<i>Solde conjoncturel (2)</i>	- 1,7	- 1,6	- 1,9	0,2	- 1,7	0,1
<i>Mesures ponctuelles et temporaires (3)</i>	- 0,1	- 0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0
Solde effectif (1 + 2 + 3)	- 3,4	- 3,4	- 3,3	- 0,1	- 3,6	0,2
<i>(*) : hypothèse de croissance potentielle de 1,5 % retenue dans la LFI pour 2016.</i>						
<i>(**) : hypothèse de croissance potentielle de 1,3 % de la LPFP 2014-2019.</i>						
<i>L'écart entre le solde effectif et la somme de ses composantes s'explique par l'arrondi au dixième des différentes valeurs.</i>						
<i>L'écart de 0,0 entre le solde structurel (1) et le solde prévu par la LPFP émane de l'arrondi au dixième des différentes valeurs.</i>						

Article 1^{er}

- ① I. – Le résultat budgétaire de l'État en 2016, hors opérations avec le Fonds Monétaire International, est arrêté à la somme de -69 055 882 208,79 €.

- ② II. – Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2016 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

③ (en euros)	Dépenses	Recettes	Soldes
Budget général			
Recettes			
Recettes fiscales brutes		387 422 167 949,59	
À déduire: Remboursements et dégrèvements d'impôts		103 325 602 663,21	
Recettes fiscales nettes (a)		284 096 565 286,38	
Recettes non fiscales (b)		16 238 331 926,43	
Montant net des recettes hors fonds de concours (c) = (a) + (b)		300 334 897 212,81	
À déduire: Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne (d)		65 456 766 668,12	
Total net des recettes hors prélèvements sur recettes (e) = (c) – (d)		234 878 130 544,69	
Fonds de concours (f)		3 631 960 071,81	
Montant net des recettes y compris fonds de concours (g) = (e) + (f)		238 510 090 616,50	
Dépenses			
Dépenses brutes hors fonds de concours	414 055 022 559,86		
À déduire: Remboursements et dégrèvements d'impôts	103 325 602 663,21		
Montant net des dépenses (h)	310 729 419 896,65		
Fonds de concours (i)	3 631 960 071,81		
Montant net des dépenses y compris fonds de concours (j) = (h) + (i)	314 361 379 968,46		
Total du budget général y compris fonds de concours	314 361 379 968,46	238 510 090 616,50	–75 851 289 351,96
Budgets annexes			
Contrôle et exploitation aériens	2 190 988 200,49	2 190 988 200,49	
Publications officielles et information administrative	191 557 684,00	191 557 684,00	
Fonds de concours	577 061,00	577 061,00	
Total des budgets annexes y compris fonds de concours	2 383 122 945,49	2 383 122 945,49	
Comptes spéciaux			
Comptes d'affectation spéciale	69 042 721 080,92	71 934 094 564,20	2 891 373 483,28
Comptes de concours financiers	118 079 396 086,26	121 661 874 159,08	3 582 478 072,82
Comptes de commerce (solde)	–247 436 746,14		247 436 746,14
Comptes d'opérations monétaires hors opérations avec le Fonds monétaire international (solde)	–74 118 840,93		74 118 840,93
Total des comptes spéciaux hors opérations avec le Fonds monétaire international	186 800 561 580,11	193 595 968 723,28	6 795 407 143,17

Résultat budgétaire de l'État hors opérations avec le Fonds monétaire international			-69 055 882 208,79
--	--	--	---------------------------

Article 2

- ① Le montant définitif des ressources et des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier de l'année 2016 est arrêté aux sommes présentées dans le tableau de financement ci-après :

<i>(en milliards d'euros)</i>	
②	Exécution 2016
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	124,9
<i>dont amortissement nominal de la dette à moyen et long termes</i>	124,5
<i>dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)</i>	0,4
Amortissement des autres dettes	
Déficit à financer	69,1
Autres besoins de trésorerie	0,1
Total du besoin de financement	194,1
Ressources de financement	
Émissions de dette à moyen et long termes, nettes des rachats	187,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	-18,7
Variation des dépôts des correspondants	1,6
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	4,6
Autres ressources de trésorerie	19,7
Total des ressources de financement	194,1

Article 3

② Charges nettes

- ① I. – Le compte de résultat de l'exercice 2016 est approuvé tel que présenté dans le tableau ci-après. Le résultat comptable de l'exercice 2016 s'établit à -75 602 533 135,40 € :

<i>(en millions d'euros)</i>	
	2016
Charges de fonctionnement nettes	
Charges de personnel	139 747
Achats, variations de stocks et prestations externes	21 515
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	54 767
Autres charges de fonctionnement	8 039
Total des charges de fonctionnement direct (I)	224 068

Subventions pour charges de service public	28 428
Dotations aux provisions	0
Autres charges de fonctionnement indirect	2 916
Total des charges de fonctionnement indirect (II)	31 343
Total des charges de fonctionnement (III = I + II)	255 411
Ventes de produits et prestations de service	3 377
Production stockée et immobilisée	121
Reprises sur provisions et sur dépréciations	41 191
Autres produits de fonctionnement	22 519
Total des produits de fonctionnement (IV)	67 209
Total des charges de fonctionnement nettes (V = III – IV)	188 203
Charges d'intervention nettes	
Transferts aux ménages	45 121
Transferts aux entreprises	16 270
Transferts aux collectivités territoriales	68 240
Transferts aux autres collectivités	25 370
Charges résultant de la mise en jeu de garanties	24
Dotations aux provisions et aux dépréciations	36 534
Total des charges d'intervention (VI)	191 559
Contributions reçues de tiers	1 904
Reprises sur provisions et sur dépréciations	34 292
Total des produits d'intervention (VII)	36 196
Total des charges d'intervention nettes (VIII = VI – VII)	155 364
Charges financières nettes	
Intérêts	41 571
Pertes de change liées aux opérations financières	146
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	6 113
Autres charges financières	2 707
Total des charges financières (IX)	50 537
Produits des immobilisations financières	8 783
Gains de change liés aux opérations financières	114
Reprises sur provisions et sur dépréciations	11 296
Autres intérêts et produits assimilés	6 232
Total des produits financiers (X)	26 425
Total des charges financières nettes (XI = IX – X)	24 111
Total des charges nettes (XII = V + VIII + XI)	367 678
Produits régaliens nets	

<i>(en millions d'euros)</i>	
	2016
Impôt sur le revenu	73 202
Impôt sur les sociétés	27 941
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	15 044
Taxe sur la valeur ajoutée	145 172
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	25 589
Autres produits de nature fiscale et assimilés	17 695
Total des produits fiscaux nets (XIII)	304 644
Amendes, prélèvements divers et autres pénalités	7 873
Total des autres produits régaliens nets (XIV)	7 873
Ressource propre de l'Union européenne basée sur le revenu national brut	-15 722
Ressource propre de l'Union européenne basée sur la taxe sur la valeur ajoutée	-4 720
Total des ressources propres du budget de l'Union européenne basées sur le revenu national brut et la taxe sur la valeur ajoutée (XV)	-20 442
Total des produits régaliens nets (XVI = XIII + XIV – XV)	292 075
Solde des opérations de l'exercice	
<i>(en millions d'euros)</i>	
	2016
Charges de fonctionnement nettes (V)	188 203
Charges d'intervention nettes (VIII)	155 364
Charges financières nettes (XI)	24 111
Charges nettes (XII)	367 678
Produits fiscaux nets (XIII)	304 644
Autres produits régaliens nets (XIV)	7 873
Ressources propres de l'Union européenne basées sur le revenu national brut et la taxe sur la valeur ajoutée (XV)	-20 442
Produits régaliens nets (XVI)	292 075
Solde des opérations de l'exercice (XVI – XII)	-75 603

③ II. – Le résultat comptable de l'exercice 2016 est affecté au bilan à la ligne « report des exercices antérieurs ».

④ III. – Le bilan, après affectation du résultat comptable, s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>			
⑤	31 décembre 2016		
	Brut	Amortissements, dépréciations	Net
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	48 290	20 069	28 221
Immobilisations corporelles	531 052	68 998	462 054

Immobilisations financières	378 535	38 565	339 970
Total actif immobilisé	957 877	127 632	830 245
Actif circulant (hors trésorerie)			
Stocks	38 886	8 798	30 088
Créances	118 670	33 854	84 815
<i>Redevables</i>	<i>97 618</i>	<i>32 827</i>	<i>64 791</i>
<i>Clients</i>	<i>3 832</i>	<i>894</i>	<i>2 938</i>
<i>Autres créances</i>	<i>17 220</i>	<i>133</i>	<i>17 087</i>
Charges constatées d'avance	9 334	0	9 334
Total actif circulant (hors trésorerie)	166 890	42 653	124 237
Trésorerie			
Fonds bancaires et fonds en caisse	12 162		12 162
Valeurs escomptées, en cours d'encaissement et de décaissement	-2 751		-2 751
Autres composantes de trésorerie	9 700		9 700
Valeurs mobilières de placement	4 137	0	4 137
Total trésorerie	23 248	0	23 248
Comptes de régularisation	220		220
Total actif (I)	1 148 235	170 284	977 950
Dettes financières			
Titres négociables			1 638 437
Titres non négociables			0
Dettes financières et autres emprunts			8 324
Total dettes financières			1 646 760
Dettes non financières (hors trésorerie)			
Dettes de fonctionnement			7 753
Dettes d'intervention			16 790
Produits constatés d'avance			78 690
Autres dettes non financières			121 646
Total dettes non financières			224 879
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			27 613
Provisions pour charges			115 208
Total provisions pour risques et charges			142 821
Autres passifs (hors trésorerie)			40 870
Trésorerie			
Correspondants du Trésor et personnes habilitées			102 325
Autres			13

Total trésorerie			102 338
Comptes de régularisation			23 223
Total passif (hors situation nette) (II)			2 180 892
Report des exercices antérieurs			-1 549 863
Écarts de réévaluation et d'intégration			346 921
Solde des opérations de l'exercice			
Situation nette (III = I – II)			-1 202 942

- ⑥ IV. – L'annexe du compte général de l'État de l'exercice 2016 est approuvée.

mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

Article 4

- ① I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général au titre de l'année 2016 est arrêté par mission et programme aux sommes

②			
(en euros)			
Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Action extérieure de l'État	3 119 807 729,73		11 148 903,38
– Action de la France en Europe et dans le monde	2 056 875 543,59		4 754 376,52
– Diplomatie culturelle et d'influence	720 095 345,36		2 950 413,14
– Français à l'étranger et affaires consulaires	347 068 218,71		1 833 049,42
– Conférence « Paris Climat 2015 »	-4 231 377,93		1 611 064,30
Administration générale et territoriale de l'État	2 678 767 193,80		195 489 933,74
– Administration territoriale	1 664 549 088,68		9 936 818,05
– Vie politique, culturelle et associative	185 868 970,63		218 210,20
– Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	828 349 134,49		185 334 905,49
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	3 306 617 078,34		32 553 334,48
– Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	1 824 886 636,24		16 272 372,92
– Forêt	246 487 957,08		8 890 003,14
– Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	556 566 701,38		4 031 866,41
– Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	678 675 783,64		3 359 092,01
Aide publique au développement	4 293 048 330,07		101 194 931,70
– Aide économique et financière au développement	303 754 514,20		48 491 435,80
– Solidarité à l'égard des pays en développement	1 581 294 959,87		52 703 495,90
– Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	2 407 998 856,00		

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	2 588 354 419,96		6 847 160,30
– Liens entre la Nation et son armée	36 116 526,80		804 085,66
– Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 456 844 729,01		4 209 389,79
– Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	95 393 164,15		1 833 684,85
Conseil et contrôle de l'État	624 787 913,66		16 344 115,69
– Conseil d'État et autres juridictions administratives	368 526 178,09		11 689 197,30
– Conseil économique, social et environnemental	40 507 079,32		3 005 000,00
– Cour des comptes et autres juridictions financières	215 389 620,14		1 626 721,50
– Haut Conseil des finances publiques	365 036,11		23 196,89
Crédits non répartis			
– Provision relative aux rémunérations publiques			
– Dépenses accidentelles et imprévisibles			
Culture	2 729 901 193,45		16 935 412,86
– Patrimoines	874 836 896,19		9 737 021,38
– Création	743 168 647,88		825 236,98
– Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 111 895 649,38		6 373 154,50
Défense	42 241 298 559,68		1 001 577 812,22
– Environnement et prospective de la politique de défense	1 304 765 868,30		9 804 244,85
– Préparation et emploi des forces	9 518 499 901,66		522 499 073,21
– Soutien de la politique de la défense	21 916 890 833,37		116 339 478,76
– Équipement des forces	9 501 141 956,35		352 935 015,40
Direction de l'action du Gouvernement	1 321 272 351,28		25 370 408,50
– Coordination du travail gouvernemental	590 233 572,54		14 728 858,36
– Protection des droits et libertés	90 445 292,29		4 504 613,71
– Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	640 593 486,45		6 136 936,43
Écologie, développement et mobilité durables	11 217 331 429,78		299 139 753,17
– Infrastructures et services de transport	4 459 268 886,13		177 366 417,34
– Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	100 096 918,71		70 394 347,14
– Météorologie	190 236 590,00		0,47
– Paysages, eau et biodiversité	259 029 416,75		6 373 631,60
– Information géographique et cartographique	92 412 186,90		13 808,45
– Prévention des risques	–16 173 813,05		17 801 699,00
– Énergie, climat et après-mines	965 001 637,60		620 233,86
– Service public de l'énergie	1 955 471 446,57		1 128 553,43
– Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	3 211 988 160,17		25 441 061,88
Économie	2 533 431 803,17		26 269 359,19

– Développement des entreprises et du tourisme	940 715 919,49		18 094 033,37
– Plan « France Très haut débit »	721 934 901,00		
– Statistiques et études économiques	442 622 772,50		7 293 469,62
– Stratégie économique et fiscale	428 158 210,18		881 856,20
Égalité des territoires et logement	17 957 425 925,21		313 593 181,75
– Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	1 752 049 410,05		66 299 790,88
– Aide à l'accès au logement	15 356 992 570,00		
– Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	848 383 945,16		247 293 390,87
– Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires			
Engagements financiers de l'État	41 680 493 002,86	17 109,68	3 588 502,82
– Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	41 447 017 109,68	17 109,68	
– Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	121 577 890,52		3 422 109,48
– Épargne	123 266 608,70		166 393,30
– Majoration de rentes	32 104 873,96		0,04
– Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité			
– Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement			
– Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	–43 473 480,00		
Enseignement scolaire	67 714 831 668,88		39 552 404,28
– Enseignement scolaire public du premier degré	20 443 757 552,26		2 985 813,05
– Enseignement scolaire public du second degré	31 467 053 711,82		1 187 047,82
– Vie de l'élève	4 890 021 791,75		2 371 076,15
– Enseignement privé du premier et du second degrés	7 255 407 483,03		11 789 226,97
– Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 288 397 947,31		17 068 771,00
– Enseignement technique agricole	1 370 193 182,71		4 150 469,29
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	11 054 523 427,48		141 694 330,71
– Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	8 038 126 139,49		30 291 598,91
– Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	1 097 134 030,61		40 294 196,00
– Facilitation et sécurisation des échanges	1 603 128 331,38		12 515 208,14
– Entretien des bâtiments de l'État	125 689 366,21		54 390 278,75
– Fonction publique	190 445 559,79		4 203 048,91
Immigration, asile et intégration	1 008 200 397,67		490 240,78
– Immigration et asile	920 752 963,00		370 733,92
– Intégration et accès à la nationalité française	87 447 434,67		119 506,86
Justice	7 759 422 381,77		304 244 396,41

– Justice judiciaire	3 227 074 615,22		31 893 246,90
– Administration pénitentiaire	3 041 805 516,97		257 703 031,32
– Protection judiciaire de la jeunesse	802 996 243,20		7 034 982,91
– Accès au droit et à la justice	338 832 767,69		6 101,31
– Conduite et pilotage de la politique de la justice	345 164 032,02		7 523 676,64
– Conseil supérieur de la magistrature	3 549 206,67		83 357,33
Médias, livre et industries culturelles	510 862 679,84		8 681 024,16
– Presse	225 817 767,61		8 392 425,39
– Livre et industries culturelles	255 847 687,38		418,62
– Contribution à l’audiovisuel et à la diversité radiophonique	29 197 224,85		288 180,15
Outre-mer	1 893 749 091,47		52 821 800,05
– Emploi outre-mer	1 257 007 127,31		4 885 296,41
– Conditions de vie outre-mer	636 741 964,16		47 936 503,64
Politique des territoires	598 183 968,00		29 229 031,70
– Impulsion et coordination de la politique d’aménagement du territoire	169 939 071,13		24 274 738,57
– Interventions territoriales de l’État	38 635 917,31		1 178 840,69
– Politique de la ville	389 608 979,56		3 775 452,44
Pouvoirs publics	987 745 724,00		
– Présidence de la République	100 000 000,00		
– Assemblée nationale	517 890 000,00		
– Sénat	323 584 600,00		
– La Chaîne parlementaire	35 489 162,00		
– Indemnités des représentants français au Parlement européen			
– Conseil constitutionnel	9 920 462,00		
– Haute Cour			
– Cour de justice de la République	861 500,00		
Recherche et enseignement supérieur	26 312 615 449,08		298 382 804,32
– Formations supérieures et recherche universitaire	12 945 540 693,55		6 141 400,45
– Vie étudiante	2 576 975 737,62		134 754,55
– Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 274 129 962,43		1 082 165,80
– Recherche spatiale	1 363 016 903,00		
– Recherche dans les domaines de l’énergie, du développement et de la mobilité durables	1 689 438 343,55		240 359 418,45
– Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	848 793 209,46		49 086 310,54
– Recherche duale (civile et militaire)	172 274 745,00		
– Recherche culturelle et culture scientifique	117 703 161,29		191 434,71

– Enseignement supérieur et recherche agricoles	324 742 693,18		1 387 319,82
Régimes sociaux et de retraite	6 320 354 973,68		0,32
– Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 066 076 666,68		0,32
– Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	824 838 307,00		
– Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 429 440 000,00		
Relations avec les collectivités territoriales	3 726 604 283,42		100 804 872,26
– Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 435 414 162,30		62 895 130,70
– Concours spécifiques et administration	291 190 121,12		37 909 741,56
Remboursements et dégrèvements	103 325 081 932,84	451 926 185,03	1 883 481 252,19
– Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	90 617 155 747,81		1 883 481 252,19
– Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	12 707 926 185,03	451 926 185,03	
Santé	1 311 892 869,18		2 630 191,82
– Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	474 143 156,15		2 621 408,85
– Protection maladie	837 749 713,03		8 782,97
Sécurités	18 867 937 483,43		60 831 798,76
– Police nationale	9 927 145 778,43		14 609 948,84
– Gendarmerie nationale	8 490 419 689,47		40 362 420,56
– Sécurité et éducation routières	31 594 173,78		423 299,25
– Sécurité civile	418 777 841,75		5 436 130,11
Solidarité, insertion et égalité des chances	19 053 943 065,63		12 294 494,88
– Inclusion sociale et protection des personnes	5 460 738 023,20		34,80
– Handicap et dépendance	12 117 135 138,71		364 668,29
– Égalité entre les femmes et les hommes	23 570 672,32		702 751,92
– Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 452 499 231,40		11 227 039,87
Sport, jeunesse et vie associative	657 800 950,37		1 837 089,40
– Sport	224 671 076,19		422 263,30
– Jeunesse et vie associative	433 129 874,18		1 414 826,10
Travail et emploi	16 764 268 251,77		431 375 520,12
– Accès et retour à l'emploi	8 892 908 722,34		49 813 171,69
– Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	7 089 328 934,04		372 027 208,45
– Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	59 020 807,08		256 544,92
– Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	723 009 788,31		9 278 595,06
Total	424 160 555 529,50	451 943 294,71	5 418 404 061,96

- ③ II. – Le montant des dépenses relatives au budget général au titre de l'année 2016 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits de paiement ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

④			
(en euros)			
Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Action extérieure de l'État	3 258 730 603,89		8 910 658,28
– Action de la France en Europe et dans le monde	2 053 856 082,94		3 141 964,23
– Diplomatie culturelle et d'influence	715 283 651,04		3 305 774,46
– Français à l'étranger et affaires consulaires	345 947 150,76		1 086 114,37
– Conférence « Paris Climat 2015 »	143 643 719,15		1 376 805,22
Administration générale et territoriale de l'État	2 699 566 208,07		16 120 129,53
– Administration territoriale	1 669 536 208,05		7 519 518,35
– Vie politique, culturelle et associative	232 817 475,65		0,35
– Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	797 212 524,37		8 600 610,83
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	3 157 414 916,42		10 728 284,50
– Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	1 678 737 209,27		500 000,73
– Forêt	244 947 366,90		7 186 486,10
– Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	551 020 039,02		1 097 757,53
– Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	682 710 301,23		1 944 040,14
Aide publique au développement	4 853 957 340,24		25 357 389,53
– Aide économique et financière au développement	890 984 765,03		16 162 606,97
– Solidarité à l'égard des pays en développement	1 554 973 719,21		9 194 782,56
– Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	2 407 998 856,00		
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	2 590 074 965,16		7 362 580,10
– Liens entre la Nation et son armée	37 852 670,15		1 303 907,31
– Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 456 840 529,01		4 213 589,79
– Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	95 381 766,00		1 845 083,00
Conseil et contrôle de l'État	624 151 167,69		7 181 718,97
– Conseil d'État et autres juridictions administratives	377 631 080,53		5 768 409,78
– Conseil économique, social et environnemental	40 507 079,32		
– Cour des comptes et autres juridictions financières	205 647 711,12		1 390 372,91

– Haut Conseil des finances publiques	365 296,72		22 936,28
Crédits non répartis			
– Provision relative aux rémunérations publiques			
– Dépenses accidentelles et imprévisibles			
Culture	2 740 617 624,25		3 070 116,31
– Patrimoines	858 780 341,64		101 510,45
– Création	748 554 435,11		166 019,24
– Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 133 282 847,50		2 802 586,62
Défense	41 147 492 931,73		37 672 913,84
– Environnement et prospective de la politique de défense	1 324 044 176,79		3,87
– Préparation et emploi des forces	8 323 479 557,37		48 462,64
– Soutien de la politique de la défense	21 666 027 407,66		37 623 830,91
– Équipement des forces	9 833 941 789,91		616,42
Direction de l'action du Gouvernement	1 255 331 951,47		13 615 464,70
– Coordination du travail gouvernemental	578 726 710,40		5 911 475,88
– Protection des droits et libertés	96 347 124,25		3 322 209,75
– Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	580 258 116,82		4 381 779,07
Écologie, développement et mobilité durables	10 736 342 564,85		39 574 409,00
– Infrastructures et services de transports	4 406 483 488,93		15 683 194,00
– Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	158 191 639,07		55 792,90
– Météorologie	190 236 590,00		0,47
– Paysages, eau et biodiversité	242 741 738,15		125 774,32
– Information géographique et cartographique	92 331 019,00		22 970,35
– Prévention des risques	–32 432 348,77		1 690 715,37
– Énergie, climat et après-mines	464 211 564,72		0,28
– Service public de l'énergie	1 955 471 446,57		0,43
– Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	3 259 107 427,18		21 995 960,88
Économie	1 710 011 469,97		22 778 815,63
– Développement des entreprises et du tourisme	861 165 577,50		16 917 499,55
– Plan « France Très haut débit »	–13 000 000,00		
– Statistiques et études économiques	439 955 869,93		5 396 962,24
– Stratégie économique et fiscale	421 890 022,54		464 353,84
Égalité des territoires et logement	17 936 416 167,86		778 441,97
– Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	1 751 196 283,81		568 986,12
– Aide à l'accès au logement	15 356 992 570,00		
– Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	828 227 314,05		209 455,85

– Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires			
Engagements financiers de l'État	41 921 551 839,84	17 109,68	3 725 051,84
– Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	41 447 017 109,68	17 109,68	
– Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	121 577 890,52		3 422 109,48
– Épargne	123 130 059,68		302 942,32
– Majoration de rentes	32 104 873,96		0,04
– Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité			
– Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement			
– Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	197 721 906,00		
Enseignement scolaire	67 728 544 011,87		34 544 133,75
– Enseignement scolaire public du premier degré	20 443 412 181,77		2 943 045,54
– Enseignement scolaire public du second degré	31 466 213 616,41		1 143 202,23
– Vie de l'élève	4 905 571 642,20		2 294 487,70
– Enseignement privé du premier et du second degrés	7 255 403 137,90		11 788 263,10
– Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 287 679 138,29		12 245 271,48
– Enseignement technique agricole	1 370 264 295,30		4 129 863,70
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	10 848 317 370,98		23 172 292,70
– Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	7 995 956 288,79		6 743 439,91
– Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	987 773 236,28		2 463 351,45
– Facilitation et sécurisation des échanges	1 545 746 142,16		6 801 063,81
– Entretien des bâtiments de l'État	128 130 229,16		3 202 892,84
– Fonction publique	190 711 474,59		3 961 544,69
Immigration, asile et intégration	1 000 376 003,24		52 505,87
– Immigration et asile	912 903 259,59		0,99
– Intégration et accès à la nationalité française	87 472 743,65		52 504,88
Justice	8 042 486 661,91		50 078 569,75
– Justice judiciaire	3 225 108 603,25		8 618 482,77
– Administration pénitentiaire	3 340 928 268,51		28 152 552,06
– Protection judiciaire de la jeunesse	798 182 096,13		6 790 761,53
– Accès au droit et à la justice	338 963 452,19		10 161,81
– Conduite et pilotage de la politique de la justice	334 915 416,69		6 429 551,72
– Conseil supérieur de la magistrature	4 388 825,14		77 059,86
Médias, livre et industries culturelles	525 639 111,04		2 000 000,96
– Presse	231 032 800,80		1 633 820,20

– Livre et industries culturelles	265 487 085,39		0,61
– Contribution à l’audiovisuel et à la diversité radiophonique	29 119 224,85		366 180,15
Outre-mer	1 901 126 272,52		1 495 465,19
– Emploi outre-mer	1 247 688 476,23		1 409 393,48
– Conditions de vie outre-mer	653 437 796,29		86 071,71
Politique des territoires	650 026 602,58		3 044 189,67
– Impulsion et coordination de la politique d’aménagement du territoire	222 985 282,18		686 565,26
– Interventions territoriales de l’État	36 344 911,08		1,73
– Politique de la ville	390 696 409,32		2 357 622,68
Pouvoirs publics	987 745 724,00		
– Présidence de la République	100 000 000,00		
– Assemblée nationale	517 890 000,00		
– Sénat	323 584 600,00		
– La Chaîne parlementaire	35 489 162,00		
– Indemnités des représentants français au Parlement européen			
– Conseil constitutionnel	9 920 462,00		
– Haute Cour			
– Cour de justice de la République	861 500,00		
Recherche et enseignement supérieur	26 076 654 914,66		7 813 676,26
– Formations supérieures et recherche universitaire	12 807 461 014,14		3 467 828,52
– Vie étudiante	2 546 891 506,66		2,37
– Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 175 960 612,28		0,95
– Recherche spatiale	1 363 016 903,00		
– Recherche dans les domaines de l’énergie, du développement et de la mobilité durables	1 665 318 405,18		2 173,82
– Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	909 407 746,12		2 344 264,88
– Recherche duale (civile et militaire)	166 665 873,00		506 630,00
– Recherche culturelle et culture scientifique	117 970 113,60		102 455,40
– Enseignement supérieur et recherche agricoles	323 962 740,68		1 390 320,32
Régimes sociaux et de retraite	6 320 354 973,68		0,32
– Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 066 076 666,68		0,32
– Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	824 838 307,00		
– Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 429 440 000,00		
Relations avec les collectivités territoriales	2 813 735 272,52		41 723 345,16
– Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	2 491 913 496,67		40 889 923,33

– Concours spécifiques et administration	321 821 775,85		833 421,83
Remboursements et dégrèvements	103 325 602 663,21	451 915 637,03	1 882 949 973,82
– Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	90 617 687 026,18		1 882 949 973,82
– Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	12 707 915 637,03	451 915 637,03	
Santé	1 314 490 721,04		1 332 339,96
– Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	476 741 008,01		1 323 556,99
– Protection maladie	837 749 713,03		8 782,97
Sécurités	18 752 153 799,37		41 536 430,89
– Police nationale	9 957 776 496,63		10 154 268,64
– Gendarmerie nationale	8 308 259 366,61		29 018 427,07
– Sécurité et éducation routières	31 912 544,89		0,31
– Sécurité civile	454 205 391,24		2 363 734,87
Solidarité, insertion et égalité des chances	19 076 488 554,04		15 018 910,92
– Inclusion sociale et protection des personnes	5 460 107 266,33		0,67
– Handicap et dépendance	12 115 877 720,14		2 300 778,86
– Égalité entre les femmes et les hommes	22 677 974,29		1 595 449,95
– Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 477 825 593,28		11 122 681,44
Sport, jeunesse et vie associative	665 746 830,07		952 188,31
– Sport	232 186 689,24		0,86
– Jeunesse et vie associative	433 560 140,83		952 187,45
Travail et emploi	13 025 833 393,50		8 979 593,35
– Accès et retour à l'emploi	8 332 285 246,32		0,71
– Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 892 062 733,46		1,03
– Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	84 573 593,16		0,84
– Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	716 911 820,56		8 979 590,77
Total	417 686 982 631,67	451 932 746,71	2 311 569 591,08

Article 5

- ① I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les budgets annexes au titre de l'année 2016 est arrêté par mission et programme aux sommes

mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(en euros)

Désignation des budgets annexes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
Contrôle et exploitation aériens	2 150 622 897,97		9 945 972,00
– Soutien aux prestations de l'aviation civile	1 536 252 958,83		1 667 206,17
– Navigation aérienne	523 597 671,26		6 883 940,62
– Transports aériens, surveillance et certification	43 579 007,45		1 394 825,21
<i>Fonds de concours</i>	<i>47 193 260,43</i>		
Publications officielles et information administrative	160 554 715,37		34 946 596,92
– Édition et diffusion	49 090 096,78		24 072 490,51
– Pilotage et ressources humaines	111 464 618,59		10 874 106,41

- ③ II. – Les résultats relatifs aux budgets annexes au titre de l'année 2016 sont arrêtés par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

④				
Désignation des budgets annexes	Opérations de l'année (en euros)		Ajustements de la loi de règlement (en euros)	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations des crédits non consommés et non reportés
Contrôle et exploitation aériens	2 190 988 200,49	2 190 988 200,49	34 327 084,00	10 870 776,44
- Soutien aux prestations de l'aviation civile	1 534 233 485,06			2 582 321,94
- Navigation aérienne	531 150 288,24			7 531 767,76
- Transports aériens, surveillance et certification	43 681 149,26			756 686,74
<i>Augmentation du fonds de roulement</i>	<i>34 327 084,00</i>		<i>34 327 084,00</i>	
<i>Fonds de concours</i>	<i>47 596 193,93</i>			
Publications officielles et information administrative	191 557 684,00	191 557 684,00	25 079 388,86	15 515 069,31
- Édition et diffusion	52 415 201,83			6 002 234,14
- Pilotage et ressources humaines	114 063 093,31			9 512 835,17
<i>Augmentation du fonds de roulement</i>	<i>25 079 388,86</i>		<i>25 079 388,86</i>	

Article 6

- ① I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux est arrêté, au 31 décembre 2016, par mission et programme aux

sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②			
(en euros)			
Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Comptes d'affectation spéciale			
Aides à l'acquisition de véhicules propres	235 451 867,48		37 549 132,52
– Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres	207 448 198,48		28 552 801,52
– Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants	28 003 669,00		8 996 331,00
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 335 636 475,79		5 651 831,75
– Radars	208 190 593,43		5 651 615,11
– Fichier national du permis de conduire	23 425 242,53		216,47
– Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26 200 000,00		
– Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	637 279 390,83		0,17
– Désendettement de l'État	440 541 249,00		
Développement agricole et rural	126 045 839,07		16 688 720,93
– Développement et transfert en agriculture	57 231 233,94		8 281 783,06
– Recherche appliquée et innovation en agriculture	68 814 605,13		8 406 937,87
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	357 943 646,08		1 479 599,92
– Electrification rurale	357 151 688,27		1 265 822,73
– Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries	791 957,81		213 777,19
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 502 192 657,93		220,07
– Répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage	1 395 775 400,00		220,00
– Correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage	106 417 257,93		0,07

Gestion du patrimoine immobilier de l'État	422 892 983,52		7 987 680,96
– Contribution au désendettement de l'État	180 897 344,20		0,80
– Contribution aux dépenses immobilières	241 995 639,32		7 987 680,16
Participation de la France au désendettement de la Grèce	-304 800 000,00		216 100 000,00
– Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs	-304 800 000,00		216 100 000,00
– Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France			
Participations financières de l'État	4 004 886 345,89		444 391 823,11
– Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	4 004 886 345,89		444 391 823,11
– Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État			
Pensions	57 026 760 455,28		15 477 537,72
– Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	53 156 530 580,51		1,49
– Ouvriers des établissements industriels de l'État	1 897 634 365,78		7 557 634,22
– Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 972 595 508,99		7 919 902,01
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	505 994,64		316 000 000,36
– Exploitation des services nationaux de transport conventionnés	505 994,64		198 000 000,36
– Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés			118 000 000,00
Transition énergétique	3 936 331 729,95		1,05
– Soutien à la transition énergétique	3 579 105 099,37		0,63
– Engagements financiers liés à la transition énergétique	357 226 630,58		0,42
Total des comptes d'affectation spéciale	68 643 847 995,63		1 061 326 548,39
Comptes de concours financiers			
Accords monétaires internationaux			
– Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine			
– Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale			
– Relations avec l'Union des Comores			
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	14 495 526 968,00		1 685 085 579,00
– Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	14 330 000 000,00		1 670 000 000,00
– Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	52 914 421,00		85 579,00

– Avances à des services de l'État	112 612 547,00		
– Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex			15 000 000,00
Avances à l'audiovisuel public	3 867 452 223,00		
– France Télévisions	2 559 611 113,00		
– ARTE France	269 801 969,00		
– Radio France	619 497 236,00		
– France Médias Monde	249 124 000,00		
– Institut national de l'audiovisuel	90 869 000,00		
– TV5 Monde	78 548 905,00		
Avances aux collectivités territoriales	99 573 091 987,77		4 146 347 455,23
– Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie			6 000 000,00
– Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	99 573 091 987,77		4 140 347 455,23
Prêts à des États étrangers	1 007 514 547,43		352 715 452,57
– Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	258 798 838,51		71 201 161,49
– Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	553 715 708,92		1 514 291,08
– Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	195 000 000,00		280 000 000,00
– Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro			
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	271 032 416,00		4 067 584,00
– Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	34 416,00		65 584,00
– Prêts pour le développement économique et social	70 998 000,00		3 002 000,00
– Prêts à la filière automobile			1 000 000,00
– Soutien à la filière nickel en Nouvelle-Calédonie	200 000 000,00		
Total des comptes de concours financiers	119 214 618 142,20		6 188 216 070,80

- ③ II. – Les résultats des comptes spéciaux sont arrêtés, au 31 décembre 2016, par mission et programme aux sommes mentionnées dans les tableaux ci-après. Les crédits de paiement ouverts et les découverts autorisés sont modifiés comme indiqué dans ces tableaux.

④				
(en euros)				
Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>				
Aides à l'acquisition de véhicules propres	235 451 867,48	265 580 661,81		37 549 132,52
– Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres	207 448 198,48			28 552 801,52
– Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants	28 003 669,00			8 996 331,00
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 342 030 217,87	1 421 408 213,97		7 563 370,13
– Radars	216 079 759,09			4 584 240,91
– Fichier national du permis de conduire	21 616 203,95			2 979 129,05
– Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26 200 000,00			
– Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	637 593 005,83			0,17
– Désendettement de l'État	440 541 249,00			
Développement agricole et rural	129 207 058,21	130 811 279,88		16 688 720,79
– Développement et transfert en agriculture	62 389 499,82			8 281 783,18
– Recherche appliquée et innovation en agriculture	66 817 558,39			8 406 937,61
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	349 591 635,15	376 786 223,21		211 777,85
– Electrification rurale	348 959 848,55			0,45
– Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries	631 786,60			211 777,40
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 502 192 657,93	1 545 024 342,07		220,07
– Répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage	1 395 775 400,00			220,00
– Correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage	106 417 257,93			0,07
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	496 850 243,80	573 744 917,65		1,34

– Contribution au désendettement de l'État	180 897 344,20			0,80
– Contribution aux dépenses immobilières	315 952 899,60			0,54
Participation de la France au désendettement de la Grèce		233 000 000,00		
– Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs				
– Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France				
Participations financières de l'État	4 004 886 345,89	5 280 647 304,17		444 351 552,11
– Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	4 004 886 345,89			444 351 552,11
– Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État				
Pensions	57 026 760 455,28	57 789 233 756,42		15 477 537,72
– Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	53 156 530 580,51			1,49
– Ouvriers des établissements industriels de l'État	1 897 634 365,78			7 557 634,22
– Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 972 595 508,99			7 919 902,01
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	19 418 869,36	84 047 031,32		316 000 000,64
– Exploitation des services nationaux de transport conventionnés	19 418 869,36			198 000 000,64
– Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés				118 000 000,00
Transition énergétique	3 936 331 729,95	4 233 810 833,70		1,05
– Soutien à la transition énergétique	3 579 105 099,37			0,63
– Engagements financiers liés à la transition énergétique	357 226 630,58			0,42
Total des comptes d'affectation spéciale	69 042 721 080,92	71 934 094 564,20		837 842 314,22
<i>Comptes de concours financiers</i>				
Accords monétaires internationaux				
– Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine				
– Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale				
– Relations avec l'Union des Comores				
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	13 623 036 338,58	13 740 505 135,16		2 557 576 208,42
– Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	13 488 509 370,58			2 511 490 629,42
– Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	27 914 421,00			25 085 579,00
– Avances à des services de l'État	106 612 547,00			6 000 000,00

– Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex				15 000 000,00
Avances à l'audiovisuel public	3 867 452 223,00	3 867 725 003,36		
– France Télévisions	2 559 611 113,00			
– ARTE France	269 801 969,00			
– Radio France	619 497 236,00			
– France Médias Monde	249 124 000,00			
– Institut national de l'audiovisuel	90 869 000,00			
– TV5 Monde	78 548 905,00			
Avances aux collectivités territoriales	99 573 092 068,77	100 954 357 995,12		4 146 347 374,23
– Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie				6 000 000,00
– Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	99 573 092 068,77			4 140 347 374,23
Prêts à des États étrangers	744 783 039,91	3 057 501 834,54		46 726 960,09
– Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	191 067 330,99			45 212 669,01
– Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	553 715 708,92			1 514 291,08
– Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers				
– Prêts aux Etats membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	271 032 416,00	41 784 190,90		4 067 584,00
– Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	34 416,00			65 584,00
– Prêts pour le développement économique et social	70 998 000,00			3 002 000,00
– Prêts à la filière automobile				1 000 000,00
– Soutien à la filière nickel en Nouvelle-Calédonie	200 000 000,00			
Total des comptes de concours financiers	118 079 396 086,26	121 661 874 159,08		6 754 718 126,74

Comptes de commerce			
– Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	529 040 610,49	585 713 436,93	
– Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	160 157 716,15	161 759 501,99	
– Couverture des risques financiers de l'État	2 898 033 333,14	2 898 033 333,14	

– Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	651 243 053,89	656 491 529,14	
– Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	43 382 458 646,66	43 527 269 116,21	
– Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1 082 500,00	7 941 136,60	
– Opérations commerciales des domaines	42 829 081,75	72 993 766,16	
– Régie industrielle des établissements pénitentiaires	25 008 430,10	27 325 903,25	
– Renouvellement des concessions hydroélectriques	237 605,10		
Total des comptes de commerce	47 690 090 977,28	47 937 527 723,42	
Comptes d'opérations monétaires			
– Émission des monnaies métalliques	179 238 624,65	252 477 157,95	
– Opérations avec le Fonds monétaire international	11 128 120 470,82	774 477 030,94	21 661 153 755,61
– Pertes et bénéfices de change	23 518 288,54	24 398 596,17	
Total des comptes d'opérations monétaires	11 330 877 384,01	1 051 352 785,06	21 661 153 755,61

- ⑤ III. – Les soldes des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2017 sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2016, aux sommes ci-après :

⑥		
(en euros)		
Désignation des comptes spéciaux	Soldes au 31 décembre 2016	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale		10 484 263 216,62
Aide à l'acquisition de véhicules propres		248 703 928,16
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		878 002 858,58
Développement agricole et rural		57 841 443,21
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale		276 520 579,37
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage		55 208 539,10
Gestion du patrimoine immobilier de l'État		896 322 277,13
Participation de la France au désendettement de la Grèce		846 800 000,00
Participations financières de l'État		3 675 104 274,72
Pensions		3 162 348 832,37
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs		89 931 380,23
Transition énergétique		297 479 103,75
Comptes de concours financiers	24 031 630 333,57	3 957 790,49
Accords monétaires internationaux		
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	2 052 467 978,29	
Avances à l'audiovisuel public		3 957 790,49

Avances aux collectivités territoriales	301 693 301,86	
Prêts à des États étrangers	19 005 415 690,40	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2 672 053 363,02	
Comptes de commerce	19 692 852,60	4 447 668 434,39
Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires		117 542 163,96
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16 423 148,81	
Couverture des risques financiers de l'État	0,02	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État		69 429 299,15
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État		3 898 048 130,67
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes		93 208 742,09
Opérations commerciales des domaines		238 816 329,84
Régie industrielle des établissements pénitentiaires		30 623 768,68
Renouvellement des concessions hydroélectriques	3 269 703,77	
Comptes d'opérations monétaires	21 661 153 755,61	2 954 900 635,82
Émission des monnaies métalliques		2 954 020 328,19
Opérations avec le Fonds monétaire international	21 661 153 755,61	
Pertes et bénéfices de change		880 307,63
Total général	45 712 476 941,78	17 890 790 077,32

⑦ IV. – Les soldes arrêtés au III sont reportés à la gestion 2017 à l'exception :

⑧ – d'un solde débiteur global de 376 293 170,54 € concernant les comptes de concours financiers suivants : « Prêts à des États étrangers » (369 801 570,54 €) et « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (6 491 600,00 €) ;

⑨ – d'un solde créditeur global de 2 954 900 635,82 € concernant les comptes d'opérations monétaires suivants : « Émission des monnaies métalliques » (2 954 020 328,19 €) et « Pertes et bénéfices de change » (880 307,63 €).

Après l'article 6

Amendement n° 1 présenté par M. Le Fur, M. Abad, Mme Bazin-Malgras, M. Bony, M. Bouchet, M. Breton, M. Brun, M. Cinieri, Mme Dalloz, Mme Duby-Muller, M. Cordier, M. Descoeur, M. Furst, M. Goasguen, M. Hetzel, M. Marlin, M. Perrut, Mme Poletti, M. Pradié, M. Quentin, M. Ramadier, Mme Trastour-Isnart, M. Vialay, M. Jean-Pierre Vigier et M. Viry.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Après l'article L. 132-7 du code des juridictions financières, est inséré un article L. 132-7-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 132-7-1. – La Cour des comptes remet au Parlement, au plus tard le premier jour du deuxième mois précédant le jour du premier tour de l'élection présidentielle, un

rapport d'audit des finances publiques. Ce rapport analyse notamment la qualité et la sincérité de la programmation des finances publiques. ».

Amendement n° 11 présenté par M. Le Fur.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

L'article L. 312-1 du code des juridictions financières est ainsi modifié :

1° Avant le a du I, est inséré un aa ainsi rédigé :

« aa) Tout membre d'un Gouvernement ; » ;

2° Le a du II est abrogé.

Amendement n° 5 présenté par Mme Cariou, M. Giraud et les membres du groupe La République en Marche.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Après le 20° du I de l'article 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, est inséré un 21° ainsi rédigé :

« 21° Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. »

Amendement n° 6 présenté par Mme Rabault.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Après le 20° du I de l'article 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, est inséré un 21° ainsi rédigé :

« 21° Investissement public dans la recherche fondamentale et appliquée. »

Amendement n° 10 présenté par Mme Ressiguier, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

La présentation du bilan mentionné au III de l'article 37 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances permet d'apprécier les éléments du budget précédent, afin que puisse être contrôlée l'évolution des actifs et des passifs de l'État en stock et en flux.

Amendement n° 4 présenté par M. Charles de Courson et M. Carrez.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Au plus tard le premier mardi d'octobre de l'année 2017, le Haut Conseil des finances publiques transmet un avis motivé au Parlement sur le niveau de dépenses prévu par le projet de loi de finances pour 2018 ainsi qu'une analyse détaillée par missions budgétaires, en l'avisant notamment des cas manifestes de sous-budgétisation.

Amendement n° 7 présenté par M. Coquerel, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport faisant un état des lieux de la compensation financière par l'État des transferts de compétences aux collectivités territoriales, en évaluant notamment si ces compensations financières ont été effectuées pour des montants financiers suffisants et l'impact de ces compensations sur les finances publiques.

Amendement n° 8 présenté par M. Coquerel, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport faisant un état des lieux des suppressions d'effectifs dans la fonction publique de l'État depuis l'année 2007. Il donne le détail de ces suppressions par ministère, par région et par département et précise notamment les chiffres pour les emplois régaliens tels les enseignants, policiers, gendarmes et magistrats. Ce rapport permet en particulier d'évaluer l'impact ou l'absence d'impact sur les finances publiques et les effets budgétaires de ces suppressions depuis l'année 2007.

Amendement n° 9 présenté par M. Coquerel, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Afin d'évaluer le dispositif du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, est constituée une commission non permanente composée de sept députés et sept sénateurs désignés respectivement par le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat, issus de chaque groupe parlementaire, en particulier ceux d'opposition et minoritaires, de manière à assurer une représentation équilibrée des groupes politiques, ainsi que de sept représentants syndicaux et cinq économistes appartenant à au moins trois écoles de pensée distinctes, nommés par le Président du Conseil économique, social et environnemental.

Cette commission a pour mission d'évaluer précisément le dispositif du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, notamment en quantifiant son effet ou son absence d'effet sur la sauvegarde ou la création d'emplois, l'investissement, l'évolution moyenne des salaires dans les entreprises bénéficiaires et en évaluant l'effet d'aubaine pour ces mêmes entreprises, en particulier dans le secteur bancaire. Elle remet son rapport dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.

ANALYSE DES SCRUTINS

13^e séance

Scrutin public n° 50

Sur la motion de renvoi en commission, déposée par M. Christian Jacob, du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 (première lecture).

Nombre de votants :	232
Nombre de suffrages exprimés:	227
Majorité absolue :	114
Pour l'adoption :	54
Contre :	173

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe La République en Marche (314)

Contre : 148

M. Damien Adam, M. Saïd Ahamada, M. Éric Alauzet, M. Patrice Anato, M. François André, M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Christophe Arend, M. Delphine Bagarry, M. Xavier Batut, M. Mme Sophie Beaudouin-Hubiere, M. Belkhir Belhaddad, M. Hervé Berville, M. Mme Barbara Bessot Ballot, M. Christophe Blanchet, M. Éric Bothorel, M. Mme Pascale Boyer, M. Mme Blandine Brocard, M. Mme Danielle Brulebois, M. Mme Anne-France Brunet, M. Stéphane Buchou, M. Pierre Cabaré, M. Mme Émilie Cariou, M. Mme Anne-Laure Cattelot, M. Lionel Causse, M. Jean-René Cazeneuve, M. Sébastien Cazenove, M. Anthony Cellier, M. Jean-François Cesarini, M. Philippe Chalumeau, M. Mme Fannette Charvier, M. Guillaume Chiche, M. Jean-Charles Colas-Roy, M. Mme Fabienne Colboc, M. Mme Béragère Couillard, M. Mme Michèle Crouzet, M. Dominique Da Silva, M. Olivier Damaisin, M. Yves Daniel, M. Mme Dominique David, M. Mme Jennifer De Temmerman, M. Michel Delpon, M. Frédéric Descrozaille, M. Jean-Baptiste Djebbari, M. Mme Stéphanie Do, M. Loïc Dombrevail, M. Mme Christelle Dubos, M. Mme Stella Dupont, M. Jean-François Eliaou, M. Mme Valéria Faure-Muntian, M. Jean-Marie Fiévet, M. Philippe Folliot, M. Mme Pascale Fontenel-Personne, M. Jean-Luc Fugit, M. Olivier Gaillard, M. Thomas Gassilloud, M. Éric Girardin, M. Joël Giraud, M. Mme Olga Givernet, M. Mme Perrine Goulet, M. Mme Carole Grandjean, M. Mme Florence Granjus, M. Romain Grau, M. Mme Olivia Gregoire, M. Mme Émilie Guerel, M. Stanislas Guerini, M. Mme Nadia Hai, M. Mme Véronique Hammerer, M. Yannick Haury, M. Pierre Henriot, M. Alexandre Holroyd, M. Mme Caroline Janvier, M. Christophe Jerretie, M. François Jolivet, M. Mme Sandrine Josso, M. Hubert Julien-Laferrière, M. Guillaume Kasbarian, M. Mme Stéphanie Kerbarh, M. Loïc Kervran, M. Mme Fadila Khattabi, M. Mme Anissa Khedher, M. Rodrigue Kokouendo, M. Mme Aina Kuric, M. Mustapha Laabid, M. Daniel Labaronne, M. Mme Amal-Amélia Lakrafi, M. Mme Frédérique Lardet, M. Mme Célia de Lavergne, M. Mme Fiona Lazaar, M. Mme Sandrine Le Feur, M. Gilles Le Gendre, M. Mme Annaïg Le Meur, M. Fabrice Le Vigoureux,

M. Mme Charlotte Lecocq, M. Mme Monique Limon, M. Richard Lioger, M. Mme Marie-Ange Magne, M. Sylvain Maillard, M. Mme Laurence Maillart-Méhaignerie, M. Jacques Marilossian, M. Mme Sandra Marsaud, M. Fabien Matras, M. Mme Sereine Mauborgne, M. Mme Graziella Melchior, M. Mme Marjolaine Meynier-Millefert, M. Mme Monica Michel, M. M. Thierry Michels, M. Mme Amélie de Montchalin, M. Jean-Baptiste Moreau, M. Mme Cendra Motin, M. Mme Isabelle Muller-Quoy, M. Mme Valérie Oppelt, M. Matthieu Orphelin, M. Mme Catherine Osson, M. Xavier Paluszkiwicz, M. Mme Zivka Park, M. Hervé Pellois, M. Mme Anne-Laurence Petel, M. Mme Bénédicte Peyrol, M. Damien Pichereau, M. Mme Claire Pitollat, M. Mme Barbara Pompili, M. Jean-François Portarrieu, M. Benoît Potterie, M. Mme Natalia Pouzyreff, M. Mme Véronique Riotton, M. Mme Mireille Robert, M. Mme Laëtitia Romeiro Dias, M. Laurent Saint-Martin, M. Mme Nathalie Sarles, M. Jacques Savatier, M. Benoît Simian, M. Denis Sommer, M. Buon Tan, M. Mme Liliana Tanguy, M. Adrien Taquet, M. Mme Valérie Thomas, M. Mme Huguette Tiegna, M. Jean-Louis Touraine, M. Alain Tourret, M. Mme Nicole Trisse, M. Stéphane Trompille, M. Mme Frédérique Tuffnell, M. Mme Alexandra Valetta Ardisson, M. Mme Laurence Vanceunbrock-Mialon, M. Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas, M. Mme Annie Vidal et M. Mme Martine Wonner

Non-votant(s) : 9

M. Christophe Castaner (membre du Gouvernement), M. Mme Annick Girardin (membre du Gouvernement), M. Benjamin Griveaux (membre du Gouvernement), M. Bruno Le Maire (membre du Gouvernement), M. Mounir Mahjoubi (membre du Gouvernement), M. Mme Brune Poirson (membre du Gouvernement), M. Hugues Renson (Président de séance), M. François de Rugy (président de l'Assemblée nationale) et M. Stéphane Travert (membre du Gouvernement)

Groupe Les Républicains (100)

Pour : 35

M. Julien Aubert, M. Thibault Bazin, M. Mme Émilie Bonnivard, M. Jean-Yves Bony, M. Ian Boucard, M. Jean-Claude Bouchet, M. Fabrice Brun, M. Gilles Carrez, M. Pierre Cordier, M. Mme Josiane Corneloup, M. François Cornut-Gentille, M. Mme Marie-Christine Dalloz, M. Rémi Delatte, M. Vincent Descœur, M. Fabien Di Filippo, M. Jean-Pierre Door, M. Pierre-Henri Dumont, M. Jean-Jacques Ferrara, M. Mme Valérie Lacroute, M. Mme Geneviève Levy, M. David Lorion, M. Mme Véronique Louwagie, M. Gilles Lurton, M. Emmanuel Maquet, M. Jérôme Nury, M. Éric Pauget, M. Alain Ramadier, M. Bernard Reynès, M. Vincent Rolland, M. Martial Saddier, M. Mme Laurence Trastour-Isart, M. Pierre Vatin, M. Patrice Verchère, M. Jean-Pierre Vigier et M. Éric Woerth

Groupe du Mouvement Démocrate et apparentés (47)*Contre* : 16

M. Jean-Noël Barrot, M. Philippe Bolo, M. Jean-Louis Boulanges, Mme Marguerite Deprez-Audebert, M. Bruno Duvergé, Mme Sarah El Haïry, Mme Patricia Gallerneau, M. Cyrille Isaac-Sibille, M. Bruno Joncour, M. Mohamed Laqhila, Mme Aude Luquet, M. Jean-Paul Mattéi, M. Philippe Michel-Kleisbauer, M. Jimmy Pahun, M. Richard Ramos et Mme Michèle de Vaucouleurs

Non-votant(s) : 1

Mme Geneviève Darrieussecq (membre du Gouvernement)

Groupe Les Constructifs : républicains, UDI, indépendants (35)*Pour* : 7

M. Olivier Becht, M. Thierry Benoit, M. Guy Bricout, M. Paul Christophe, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier et M. Philippe Vigier

Groupe Nouvelle Gauche (31)*Contre* : 7

M. Christophe Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Olivier Faure, M. Jérôme Lambert, Mme Christine Pires Beaune, M. Joaquin Pueyo et Mme Valérie Rabault

Groupe La France insoumise (17)*Pour* : 8

M. Éric Coquerel, M. Bastien Lachaud, M. Jean-Luc Mélenchon, M. Loïc Prud'homme, M. Adrien Quatennens, M. Jean-Hugues Ratenon, Mme Muriel Ressiguier et Mme Bénédicte Taurine

Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)*Abstention* : 4

M. Alain Bruneel, M. Sébastien Jumel, M. Fabien Roussel et M. Hubert Wulfranc

Non inscrits (17)*Pour* : 4

M. Bruno Bilde, M. José Evrard, Mme Emmanuelle Ménard et M. Ludovic Pajot

Contre : 2

Mme Jeanine Dubié et Mme Sylvia Pinel

Abstention : 1

M. Michel Castellani

MISES AU POINT**(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du Règlement de l'Assemblée nationale)**

Mme Christine **Hennion** qui était présente au moment du scrutin ou qui avait délégué son droit de vote a fait savoir qu'elle avait voulu « voter contre ».

Scrutin public n° 51

Sur l'amendement n° 7 de M. Coquerel après l'article 6 du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 (première lecture).

Nombre de votants : 145

Nombre de suffrages exprimés : 140

Majorité absolue : 71

Pour l'adoption : 50

Contre : 90

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe La République en Marche (314)*Pour* : 3

M. Loïc Dombreval, Mme Brigitte Liso et M. Jean François Mbaye

Contre : 81

M. Damien Adam, M. Saïd Ahamada, M. Éric Alauzet, M. Gabriel Attal, Mme Sophie Beaudouin-Hubiere, M. Éric Bothorel, Mme Pascale Boyer, Mme Danielle Brulebois, M. Stéphane Buchou, Mme Céline Calvez, Mme Émilie Cariou, Mme Anne-Laure Cattelot, M. Lionel Causse, Mme Danièle Cazarian, M. Anthony Cellier, M. Jean-François Cesarini, Mme Sylvie Charrière, Mme Fannette Charvier, Mme Mireille Clapot, M. Jean-Charles Colas-Roy, Mme Fabienne Colboc, M. Olivier Damaisin, Mme Dominique David, M. Frédéric Descrozaille, M. Jean-Baptiste Djebbari, Mme Jacqueline Dubois, Mme Christelle Dubos, Mme Stella Dupont, M. Alexandre Freschi, M. Jean-Luc Fugit, M. Olivier Gaillard, M. Éric Girardin, M. Joël Giraud, Mme Perrine Goulet, Mme Olivia Gregoire, Mme Nadia Hai, M. Pierre Henriot, M. Alexandre Holroyd, Mme Caroline Janvier, M. Christophe Jerretie, M. François Jolivet, Mme Stéphanie Kerbarh, M. Yannick Kerlogot, M. Rodrigue Kokouendo, Mme Sonia Krimi, Mme Aina Kuric, M. Mustapha Laabid, M. Gaël Le Bohec, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, M. Fabrice Le Vigoureux, M. Jean-Claude Leclabart, Mme Martine Leguille-Balloy, Mme Monique Limon, Mme Marie-Ange Magne, Mme Laurence Maillart-Méhaignerie, Mme Graziella Melchior, Mme Marjolaine Meynier-Millefert, Mme Amélie de Montchalin, M. Jean-Baptiste Moreau, Mme Isabelle Muller-Quoy, Mme Valérie Oppelt, M. Matthieu Orphelin, Mme Catherine Osson, Mme Sophie Panonacle, M. Hervé Pellois, M. Pierre Person, Mme Valérie Petit, Mme Bénédicte Peyrol, M. Bruno Questel, Mme Cécile Rilhac, Mme Véronique Riotton, M. Xavier Roseren, M. Laurent Saint-Martin, Mme Laetitia Saint-Paul, M. Vincent Thiébaud, Mme Valérie Thomas, Mme Huguette Tiegna, Mme Frédérique Tuffnell, Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas et M. Jean-Marc Zulesi

Abstention : 4

M. Jean-René Cazeneuve, M. Philippe Chassaing, Mme Zivka Park et Mme Sira Sylla

Non-votant(s) : 9

M. Christophe Castaner (membre du Gouvernement), Mme Annick Girardin (membre du Gouvernement), M. Benjamin Griveaux (membre du Gouvernement), M. Bruno Le Maire (membre du Gouvernement), M. Mounir Mahjoubi (membre du Gouvernement), Mme Brune **Poirson** (membre du Gouvernement), M. Hugues Renson (Président de séance), M. François de Rugy (président de l'Assemblée nationale) et M. Stéphane Travert (membre du Gouvernement)

Groupe Les Républicains (100)*Pour* : 16

Mme Valérie Beauvais, Mme Émilie Bonnivard, M. Pierre Cordier, M. François Cornut-Gentille, M. Pierre-Henri Dumont, Mme Claire Guion-Firmin, M. Patrick Hetzel, M. Sébastien Leclerc, M. David Lorion, Mme Véronique Louwagie, M. Maxime Minot, M. Éric Pauget, M. Alain Ramadier, M. Martial Saddier, M. Jean-Pierre Vigier et M. Éric Woerth

Groupe du Mouvement Démocrate et apparentés (47)

Pour : 1

M. Jean-Paul Mattéi

Contre : 9

M. Jean-Noël Barrot, M. Jean-Louis Boulanges, M. Bruno Duvergé, Mme Nadia Essayan, M. Michel Fanget, Mme Patricia Gallerneau, Mme Sophie Mette, M. Bruno Millienne et M. Jimmy Pahun

Abstention : 1

Mme Maud Petit

Non-votant(s) : 1

Mme Geneviève Darrieussecq (membre du Gouvernement)

Groupe Les Constructifs : républicains, UDI, indépendants (35)

Pour : 9

M. Thierry Benoit, M. Pierre-Yves Bournazel, M. Guy Bricout, M. Paul Christophe, M. Charles de Courson, Mme Béatrice Descamps, Mme Lise Magnier, M. Bertrand Pancher et M. Philippe Vigier

Groupe Nouvelle Gauche (31)

Pour : 5

M. Christophe Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, Mme Christine Pires Beaune, M. François Pupponi et Mme Valérie Rabault

Groupe La France insoumise (17)

Pour : 9

M. Éric Coquerel, Mme Caroline Fiat, M. Bastien Lachaud, Mme Mathilde Panot, M. Loïc Prud'homme, M. Adrien Quatennens, M. Jean-Hugues Ratenon, Mme Muriel Ressiguier et Mme Bénédicte Taurine

Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)

Pour : 3

M. Alain Bruneel, M. Jean-Paul Dufrègne et M. Hubert Wulfranc

Non inscrits (17)

Pour : 4

M. Michel Castellani, M. Paul-André Colombani, Mme Jeanine Dubié et Mme Sylvia Pinel

MISES AU POINT

(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du Règlement de l'Assemblée nationale)

Mme Christine **Hennion** qui était présente au moment du scrutin ou qui avait délégué son droit de vote a fait savoir qu'elle avait voulu « voter contre ».